

**Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides**

Québec 

**REVUE DE PRESSE RÉGIONALE
SEMAINE DU 25 JUIN 2018**

Par le Service des relations médias,
relations publiques et à la communauté

La FIQ et le CISSS s'entendent



Les infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes ont conclu une entente de principe avec le CISSS des Laurentides le 20 juin. Représentés par le Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides affilié à la FIQ (FIQ-SPSL), ces 4200 employés ont convenu avec le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de leurs nouvelles conditions de travail, dans le cadre du renouvellement de leur convention collective. Les négociations se poursuivaient depuis plusieurs mois déjà entre le syndicat et l'employeur. Cette entente de principe reste encore à être acceptée par les membres de la FIQ-SPSL lors d'une assemblée générale. Le syndicat n'est cependant pas inquiet. «Notre comité de négociation a travaillé sans relâche au cours

des derniers mois afin de pouvoir offrir à nos membres de meilleures conditions de travail. Leur mobilisation soutenue a permis d'aller chercher des gains quant à la stabilité des équipes, à la stabilité des emplois et à la conciliation travail/famille», a déclaré la présidente Julie Daignault. Selon le communiqué émis par la FIQ-SPSL, le CISSS des Laurentides «favorisera désormais les postes simples et les postes à temps complet dans un centre d'activités, et ce, avec un port d'attache connu. Les dispositions établies permettront sans aucun doute de reconnaître le travail exceptionnel effectué par les professionnelles en soins des Laurentides» (photo: archives – L'Information du Nord). ■

Le Courant, 27 juin 2018, p. 49

L'Information du Nord Vallée de la Rouge, 27 juin 2018, p. 18

L'Information du Nord Sainte-Agathe, 27 juin 2018, p. 25

L'information du Nord Tremblant, 27 juin 201, p. 27

Appel de candidatures

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Renouvellement des conseils d'administration de certains établissements du réseau de la santé et des services sociaux

Le ministère de la Santé et des Services sociaux est à la recherche de **personnes indépendantes**, expérimentées et qualifiées pour agir à titre de membres indépendants au sein des conseils d'administration des établissements de son réseau en vertu de la *Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales*.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux est à la recherche de personnes indépendantes pour les établissements suivants :

- Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent;
- Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue;
- Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord;
- Centre intégré de santé et de services sociaux des Îles;
- Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval;
- Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides.

En plus de présenter des profils de compétence, d'expertise ou d'expérience déterminés, les candidats recherchés doivent avoir une bonne compréhension du système de santé québécois ainsi que de son mode de fonctionnement. Les candidats nommés par le ministre de la Santé et des Services sociaux se verront confier un **mandat d'une durée maximale de trois (3) ans**.

Cet appel de candidatures permettra aussi de constituer une banque de candidatures. Elle pourra servir jusqu'en 2021, lorsque des sièges seront vacants au sein des conseils d'administration.

Vous souhaitez participer à la gestion d'un établissement de santé et de services sociaux? Veiller à l'accomplissement de sa mission au bénéfice des patients et de l'ensemble de la collectivité québécoise vous intéresse? Faites-nous parvenir votre candidature avant 17 h, le 13 juillet 2018.

Pour en apprendre davantage sur les profils recherchés ou pour savoir comment soumettre votre candidature, visitez le www.msss.gouv.qc.ca/appeldinteret

Québec 


Santé

Le syndicat et le CISSS s'entendent

Représentés par le Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides affilié à la FIQ (FIQ-SPSL), ces 4200 employés ont convenu avec le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de leurs nouvelles conditions de travail le 20 juin, dans le cadre du renouvellement de leur convention collective.

Cette entente de principe reste encore à être acceptée par les membres de la FIQ-SPSL lors

d'une assemblée générale. Le syndicat n'est cependant pas inquiet. « Notre comité de négociation a travaillé sans relâche au cours des derniers mois afin de pouvoir offrir à nos membres de meilleures conditions de travail. Leur mobilisation soutenue a permis d'aller chercher des gains quant à la stabilité des équipes, à la stabilité des emplois et à la conciliation travail/famille », a déclaré la présidente Julie Daignault.

Selon le communiqué émis par la FIQ-SPSL, le CISSS des Laurentides « favorisera désormais les postes simples et les postes à temps complet dans un centre d'activités, et ce, avec un port d'attache connu. Les dispositions établies permettront sans aucun doute de reconnaître le travail exceptionnel effectué par les professionnelles en soins des Laurentides ». 

ACTUALITÉ

Indice de vétusté

Les hôpitaux du « nord » ont besoin d'amour

SIMON DOMINÉ

sdomine@lecourant.ca

Les bâtiments du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides sont en très mauvais état dans le secteur d'Antoine-Labelle. Avec un indice de vétusté de D ou E, ils sont considérés comme étant à risque.

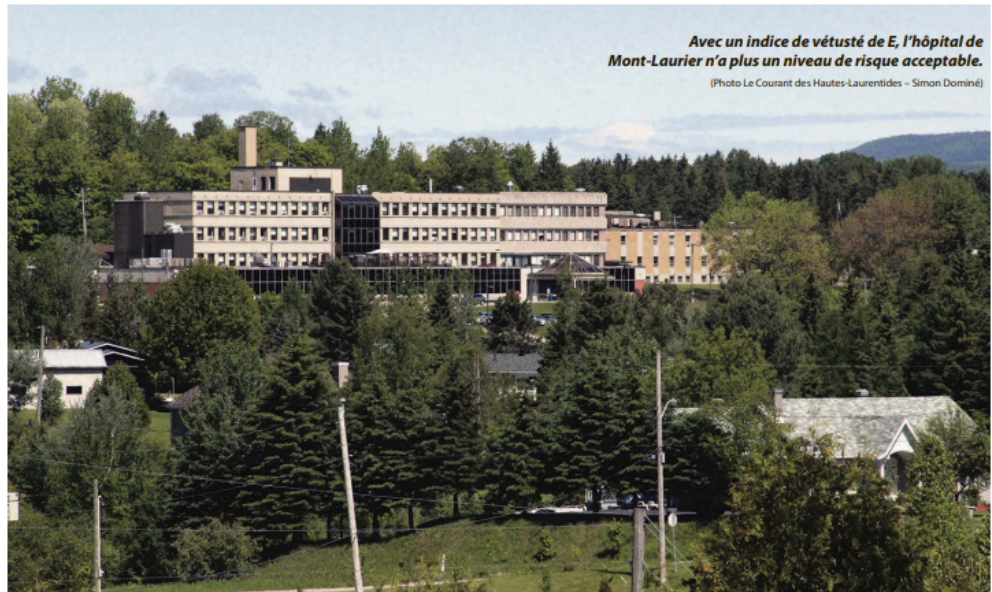
Deux sections de l'hôpital de Mont-Laurier ont un indice de vétusté de E. L'autre est noté D, tout comme l'hôpital de Rivière-Rouge et la résidence Côme-Cartier. Qu'est-ce que ça veut dire? Que tous ces bâtiments sont considérés comme étant à risque, puisque la norme acceptable se situe à un pourcentage de 15% et moins.

La faute à l'âge sans doute, puisque l'ensemble de ces installations ont vu de l'eau passer sous les ponts. À Mont-Laurier, la plus vieille section de l'hôpital a 66 ans. L'enveloppe budgétaire qui leur a été allouée par le passé semble avoir été nettement insuffisante pour son entretien.

« (...) Historiquement, et ce ici comme dans plusieurs autres régions, cette enveloppe n'était pas toujours à la hauteur d'un parc immobilier âgé », reconnaît Thais Dubé, agente d'information au CISSS des Laurentides.

DES TRAVAUX DE 38 M\$ D'ICI CINQ ANS

Elle explique toutefois que cela devrait changer au cours des prochaines années: « (...) en 2017, le gouvernement du Québec a consenti de nouveaux budgets pour la résorption du déficit du maintien des actifs. Ce qui signifie que nous disposons maintenant des sommes nécessaires pour effectuer les travaux identifiés dans nos installations dont la cote de vétusté est de D ou E et ainsi les ramener à un niveau A, B ou C. Pour l'ensemble du CISSS des Laurentides, il s'agit d'une enveloppe de 53 M\$. De ce 53 M\$, une part importante est octroyée aux installations d'Antoine-Labelle, soit 11 M\$ à Mont-Laurier et 27 M\$ à Rivière-Rouge. »



Avec un indice de vétusté de E, l'hôpital de Mont-Laurier n'a plus un niveau de risque acceptable.
(Photo Le Courant des Hautes-Laurentides - Simon Dominé)

Le député de Labelle, Sylvain Pagé, demande au ministre de la Santé du Québec d'agir, notamment pour l'hôpital de Mont-Laurier. « Le ministre Gaétan Barrette me dit depuis plusieurs mois que ce dossier est une priorité, qu'il est au-dessus de sa pile sur son bureau, qu'une annonce serait imminente, a-t-il mentionné au Courant. Alors GO, qu'il annonce et qu'on règle le dossier une fois pour toutes. Notre population a assez attendu. Qu'elle soit en région ou dans les grands centres urbains, elle a droit à des établissements et services de qualité. »

MONT-LAURIER EN ATTENTE DE 24 M\$ SUPPLÉMENTAIRES

Le CISSS des Laurentides confirme qu'un projet

de 24 M\$ pour améliorer la fonctionnalité de l'hôpital de Mont-Laurier a été déposé, en plus des 38 M\$ qu'il entend injecter dans le secteur d'Antoine-Labelle au cours des cinq prochaines années.

« Le CISSS des Laurentides considère prioritaire de mener de front à la fois les travaux pour la mise à niveau des installations, mais également, voir à leur modernisation », précise Mme Dubé. Elle ajoute que ce projet de modernisation comprend plusieurs aspects: réaménagement des unités de soins de courte durée, centralisation de l'unité de pharmacie, mais aussi finalisation de l'aménagement de l'imagerie par résonance magnétique.

« Les travaux souhaités prévoient un agrandissement de 1 031 m² et le réaménagement de 1 200 m², ajoute l'agente d'information. Nous sommes confiants de voir ce projet inscrit prochainement au Plan québécois des infrastructures (PQI). »

De manière générale, les travaux prévus dans les hôpitaux de Mont-Laurier et Rivière-Rouge, ainsi qu'au CHSLD Sainte-Anne et à la résidence Côme-Cartier, concernent la mécanique du bâtiment (ventilation-chauffage-climatisation), mais aussi l'électricité, la plomberie, la toiture, le revêtement extérieur, les finis intérieurs, ainsi que les portes et fenêtres. ●

L'Information du Nord Vallée de la Rouge, 27 juin 2018, p. 21

L'Information du Nord Sainte-Agathe, 27 juin 2018, p. 14

L'information du Nord Tremblant, 27 juin 201, p. 20

Grâce à la Fondation médicale

Le wi-fi fait son entrée dans les CHSLD

Les centres d'hébergement en soins de longue durée (CHSLD) de la région auront désormais accès à l'Internet sans fil, grâce à un partenariat entre la Fondation médicale, Cogeco et Desjardins.


En marge de son activité de financement Golf-Vélo, qui avait lieu à Morin-Heights le 13 juin, la Fondation médicale des Laurentides et des Pays-d'en-Haut a confirmé que le projet « Votre mère ne sera plus jamais seule » ira de l'avant. Cette initiative, mûrie depuis quelque temps déjà, vise à donner un accès wi-fi gratuit aux résidents et visiteurs de plusieurs CHSLD du territoire. La conclusion d'une entente avec Cogeco Connexion et les Caisses Desjardins de la région permettra d'enfin concrétiser le projet.

Au nombre des CHSLD qui profiteront de ce

service, on retrouve le pavillon Philippe-Lapointe de Sainte-Agathe-des-Monts, le CHSLD des Hauteurs à Sainte-Adèle, de même que ceux de Saint-Donat, Mont-Tremblant et Labelle.

50 000\$ SUR 3 ANS

La participation des Caisses Desjardins de la région à ce projet sera financière: elles se sont engagées à verser 50 000\$ par année sur une période de 3 ans. Les Caisses participantes sont celles des Pays-d'en-Haut, Sainte-Agathe, Mont-Tremblant, Rivière-Rouge, Ouareau, Trois-Vallées et la Régionale Laval Laurentides.

Les argents donnés seront réinvestis dans chacun des milieux. « Ce sont les Caisses qui décideront où l'argent sera investi », précise le directeur général de la Fondation médicale des Laurentides et des Pays-d'en-Haut, Daniel Desjardins. 



Sur la photo, de gauche à droite, Philip Samoszewski de Cogeco Connexion, Hugo Paradis, technicien spécialisé en informatique du CISSS des Laurentides, Michel Rochon de la Fondation médicale et François Bertrand, président de la Caisse Desjardins de Sainte-Agathe-des-Monts.

(Photo gracieuseté)

À LA UNE

Santé


Le syndicat et le CISSS s'entendent

Les infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes ont conclu une entente de principe avec le CISSS des Laurentides au terme de plusieurs mois de négociations.

Représentés par le Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides affilié à la FIQ (FIQ-SPSL), ces 4200 employés ont convenu avec le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de leurs nouvelles conditions de travail le 20 juin, dans le cadre du renouvellement de leur convention collective.

Cette entente de principe reste encore à être acceptée par les membres de la FIQ-SPSL lors d'une assemblée générale. Le syndicat n'est cependant pas inquiet. « Notre comité de négociation a

travaillé sans relâche au cours des derniers mois afin de pouvoir offrir à nos membres de meilleures conditions de travail. Leur mobilisation soutenue a permis d'aller chercher des gains quant à la stabilité des équipes, à la stabilité des emplois et à la conciliation travail/famille », a déclaré la présidente Julie Daignault.

Selon le communiqué émis par la FIQ-SPSL, le CISSS des Laurentides « favorisera désormais les postes simples et les postes à temps complet dans un centre d'activités, et ce, avec un port d'attache connu. Les dispositions établies permettront sans aucun doute de reconnaître le travail exceptionnel effectué par les professionnelles en soins des Laurentides ». 



(Photo Information du Nord - Archives)



ARTS ET CULTURE

Ateliers de peinture au Centre d'hébergement

Des résidents du Centre d'hébergement de Mont-Tremblant ont maintenant accès à des ateliers de peinture offerts par l'artiste de la région, Annie Bilodeau. Ce projet découle de l'initiative de la MRC des Laurentides, du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides et des résidents du Centre d'hébergement de Mont-Tremblant. L'objectif est de favoriser l'intégration sociale des aînés par l'expression artistique. (Photo gracieuseté)

ACTUALITÉ

Ajout de 14 lits supplémentaires

« Bonne nouvelle, mais quelques questions persistent » - Dr Simon-Pierre Landry



RENÉ-PIERRE BEAUDRY
rpbbeaudry@infodunord.ca

L'annonce de l'injection additionnelle de 45,7 millions\$ par Québec au budget 2018-2019 du CISSS des Laurentides réjouit les médecins mais pose certaines questions.

Pour le réseau de services des Sommets (régions de Sainte-Agathe et Mont-Tremblant), le montant ajouté permettra « d'ajouter 14 lits en plus de réaménager certaines unités de soins de courte durée en santé physique ainsi qu'à l'unité d'hospitalisation brève à l'hôpital Laurentien, un investissement à lui seul d'un montant de 1,9 millions\$ », lisait-on dans notre édition du 6 juin.

Des problèmes de pénurie de médecins dans les urgences et les unités d'hospitalisation générale ont surgi depuis deux ans notamment dans la région Sainte-Agathe/Mont-Tremblant. « L'attrition imposée par le gouvernement qui oblige les médecins de famille à sortir des hôpitaux pour aller en cabinet a fait passer nos effectifs de médecins à un nombre tellement bas qu'on est passé de quatre équipes à trois au niveau de l'hospitalisation », d'expliquer le Dr Simon-Pierre Landry qui milite depuis quatre ans au sein du Regroupement des médecins omnipraticiens pour une médecine engagée (ROME) et qui est le chef de l'urgence de Ste-Agathe. « Si on compare notre situation actuelle à celle qui prévalait avant l'ère « Gaétan Barrette » (avant 2014), on

fonctionnait (à l'hôpital Laurentien) à quatre équipes de médecins affectés à l'hospitalisation – appelons-les médecins « hospitalistes » - plus celles des soins intensifs et des soins palliatifs, pour un total de six. On va tomber à trois équipes au lieu de quatre (pour l'hospitalisation générale), une situation qu'on pourrait qualifier de potentiellement dangereuse du fait que, comme pour les infirmières, on aurait trop de patients par médecin. Ce serait risqué de demander à un médecin de faire la tournée de 35 patients par jour. »

L'EFFET DOMINO

Le Dr Landry estime que les médecins doivent maintenant gérer les pots cassés par la réforme Barrette. « Il a fallu prévoir un plan de contingence pour pallier à ce manque d'effectifs, continue-t-il. Ultimement, il faudra mobiliser des médecins déjà affectés à d'autres pratiques. Cela veut dire de potentielles réductions de services dans d'autres secteurs, par exemple les spécialistes de médecine interne. » Si on suit cet exemple du Dr Landry, ces internistes pourraient être appelés à faire la tournée des patients qui sont habituellement suivis par des médecins hospitalistes.


Bref, si on en vient là, Simon-Pierre Landry y voit un grand risque. Si ces spécialistes sont requis pour aller faire dans l'hôpital la tournée des patients qui étaient traités auparavant par des médecins de famille, ils n'auront d'autre choix que d'annuler leurs cliniques externes. Éventuellement, les gens qui



Les médecins se réjouissent de l'ajout de 14 nouveaux lits à l'hôpital Laurentien. Mais certains points d'interrogation se pointent à l'horizon. (Photo Information du Nord – René-Pierre Beaudry)

attendent depuis des mois pour rencontrer un spécialiste en médecine interne ne pourraient donc pas obtenir de rendez-vous ou ce dernier serait annulé.

L'autre mesure à envisager sera que le médecin habituellement affecté à la salle d'attente de l'urgence soit rapatrié pour tourner les patients

nécessitant une hospitalisation. « Il y aura potentiellement des patients forcés de rester physiquement à l'urgence au lieu d'être montés aux étages puisqu'ils seront à la charge d'un médecin de l'urgence au lieu d'un médecin hospitaliste. Par effet domino, les délais d'attente dans la salle d'urgence risquent d'augmenter », a conclu le Dr Landry. 

Explications du CISSS


Moins de lits de débordement

Thaïs Dubé, agente d'information à la direction générale du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides, nous apporte quelques éclaircissements sur l'utilisation d'une partie de la récente injection de fonds consentie au réseau de services des Sommets (régions de Sainte-Agathe et de Mont-Tremblant).

« Depuis environ un an, écrit-elle, nous nous trouvons dans l'obligation d'ouvrir ce que l'on appelle des « lits de débordements » en raison d'une augmentation des hospitalisations. En développant ces 14 nouveaux lits, nous serons en mesure de réduire considérablement le recours à ces lits de débordement et offrir tant aux usagers qu'aux équipes un environnement de soins de grande qualité. Au bout du compte, ce sera approximativement le même nombre d'usagers qui sera desservi.

« À l'Hôpital Laurentien, comme ailleurs dans le

réseau de la santé et des services sociaux au Québec, il est vrai que nous devons constamment relever le défi du recrutement de personnel de soins. Sachez que nous avons récemment rehaussé plusieurs postes en soins infirmiers et ainsi stabilisé les équipes. De plus, nous avons embauché des candidates à la profession d'infirmière qui viendront se joindre cet été aux équipes. Nous sommes confiants que nos efforts et stratégies de recrutement porteront fruit et que plusieurs personnes seront intéressées à se joindre au CISSS des Laurentides.

« Quant à la couverture médicale des différentes unités, il va de soi que dans l'éventualité où nous ne serions pas en mesure de compter sur un nombre suffisant de médecins, nous ne mettrions en aucun temps la sécurité des usagers en cause et nous retarderions l'ouverture de ces lits. Nous sommes réellement confiants de pouvoir ouvrir ces lits, tel que prévu, à la fin de l'automne 2018. » 

Le Cégep et le CISSS des Laurentides sur le qui-vive

FRANÇOISE LE GUEN – C'est officiel, les Québécois pourront consommer légalement du cannabis dès le 17 octobre 2018. Cette légalisation prochaine suscite bien des questionnements et soulève des enjeux sociaux et organisationnels importants, particulièrement pour les milieux éducatifs, communautaires et municipaux.

Les enjeux sont multiples tout autant que les zones d'ombre. C'est précisément pour se préparer et dans le but d'amorcer une réflexion sur les besoins et défis causés par

cette légalisation que le Cégep de Saint-Jérôme, en partenariat avec le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides (CISSS), a tenu à cibler ces enjeux avec les différents acteurs de la région en organisant une conférence sous le thème « La légalisation du cannabis : une opportunité en matière de prévention? »

Animée par Annie-Claude Fafard, agente de planification, de programmation et de recherche à la Direction de la santé publique des Laurentides, la conférence du lundi 18 juin avait également pour objectif de présenter le contexte entourant les lois fédérale et provinciale.

QUESTIONNEMENTS

Du côté du Cégep de Saint-Jérôme, Erik Laperle, chargé de projet du programme de formation continue et en matière de prévention du cannabis, souligne qu'une des préoccupations sera de vérifier si les



Annie-Claude Fafard, lors de la conférence « La légalisation du cannabis : une opportunité en matière de prévention? » à l'auditorium du Cégep de Saint-Jérôme le 18 juin.

règlements et les mécanismes de prévention déjà mis en place par le Cégep concernant la consommation seront suffisants. Selon lui, il va être fondamental que le collège soit prêt à la rentrée scolaire. « Il nous faut aujourd'hui décoder les besoins pour développer des outils! Une autre préoccupation est de mieux connaître ce que la légalisation apportera comme changement et de définir les moyens de prévention.

Ce sont des amorces de réflexion. Nous sommes sur le qui-vive! »

Selon lui, il va être important de bien connaître les dangers liés à la consommation, de défaire les mythes qui l'entourent et de définir clairement les moyens de prévention. Le collège se penchera aussi sur la question des besoins de formation éventuels du personnel sur ce sujet.

Actualité

APRÈS 18 MOIS

Marc Bourcier fier de son bilan

FRANCE POIRIER – En poste depuis 18 mois comme député de Saint-Jérôme, Marc Bourcier s'est dit fier du travail accompli lors d'un point de presse pour présenter son bilan.

dont de nombreuses questions en chambre, et a dénoncé avec ferveur le règlement qui favorise actuellement l'achat d'autobus scolaires au diesel construits aux États-Unis.

« Il faut que les 8 000 autobus scolaires du Québec soient électriques en 2030. Ceux-ci seront fabriqués par des Québécois, ici, à Saint-Jérôme! »



Marc Bourcier et Jean-Martin Aussant, lors du passage de ce dernier à Saint-Jérôme.

« Je suis fier d'avoir fait changer des choses dans ma circonscription. Notre bureau à Saint-Jérôme a réglé une centaine de cas de comté durant ses 18 mois. Le plus complexe a été celui de Nathalie Prud'homme, que nous avons aidée dans sa quête pour le droit au traitement par perfusion de vitamine C au Québec », a souligné M. Bourcier.

« On a fait avancer des dossiers en collaborant avec les autres partis par des demandes adressées à différents ministres. Je me considère comme un facilitateur, un aligneur d'étoiles », ajoute l'homme politique.

Dans le domaine de la santé, le député de Saint-Jérôme a organisé plusieurs rencontres de travail pour l'avancement des grands projets du CISSS des Laurentides. Il souligne avoir questionné, à plusieurs reprises, autant en chambre qu'en privé, le

ministre de la Santé et des Services sociaux, Gaétan Barrette, concernant la vétusté de l'Hôpital régional de Saint-Jérôme et sa modernisation, qui est plus que nécessaire.

ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

À titre de porte-parole de l'opposition officielle en matière d'électrification des transports, Marc Bourcier a travaillé fort pour l'amélioration de ce créneau au Québec. Il a obtenu le retour du programme écocamionnage, est intervenu auprès de ministres pour l'aide financière à l'achat d'autobus scolaires électriques construits ici, à Saint-Jérôme, et a déposé une résolution unanime à l'Assemblée nationale demandant au gouvernement fédéral la juste part du Québec des investissements du programme d'installation de bornes de recharge rapide. Il a réalisé plusieurs actions pour le financement du parc d'autobus scolaires électriques du Québec,

Actualité

CISSS DES LAURENTIDES

Des entreprises s'impliquent pour le mieux-être

LE NORD - Dans la grande région des Laurentides, près de 500 adultes vivant avec une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme participent au programme d'intégration à l'emploi du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides.



Jean-Philippe Cotton, directeur des programmes DI-TSA-DP et directeur intérimaire des programmes santé mentale, dépendance et services psychosociaux généraux adultes, et Éric Bellefeuille, directeur adjoint au continuum DI-TSA-DP.

Sur une base hebdomadaire, ils sont ainsi accompagnés par des intervenants spécialisés qui les soutiennent afin d'intégrer le marché du travail.

C'est grâce à plus de 200 entreprises de chez nous que cette intégration au travail est rendue possible. Dans le cadre de la Semaine québécoise des personnes handicapées, la direction du CISSS des Laurentides remettait à chacune un certificat afin de souligner sa participation au programme d'intégration au travail.

Toute entreprise intéressée à participer, elle aussi, au programme d'intégration au travail est invitée à communiquer avec Carole Gravel, chef de programme intégration au travail du CISSS des Laurentides au 450 433-1958, poste 74533.



Par Michel Lapointe
«Je comprends les préoccupations des Jérômiennes et des Jérômiens», note le député Marc Bourcier.

MYCHEL LAPOINTE
mychel.lapointe@infoslaurentides.com

« **V**oter du bon bord, c'est voter du bord des gens... Je suis là pour servir les gens et non pour me servir des gens... » considère Marc Bourcier.

C'est dans cet esprit que le député sortant de Saint-Jérôme dressait son bilan, en compagnie des représentants de la presse locale mercredi dernier.

«Je comprends les préoccupations des Jérômiennes et des Jérômiens et de ce fait, je suis en bonne position pour défendre

leurs intérêts. Aider et servir les gens de Saint-Jérôme, voilà pourquoi j'ai voulu devenir député! Représenter les citoyens de ma circonscription est tout naturel pour moi puisque j'y suis né, j'y ai toujours vécu, j'y ai exercé ma profession, j'y ai ma famille, mes amis, mon monde! Je suis très heureux de faire valoir mes convictions et de défendre les intérêts de Saint-Jérôme, car c'est mon devoir!» d'évoquer Marc Bourcier qui tient à mettre en lumière le travail de son personnel politique qui a traité une centaine de «cas de comté».

DES ACTIONS

Parmi ces cas, il tient à mettre en lumière

MARC BOURCIER DRESSE SON BILAN

«**VOTER** DU BORD DES GENS...»

celui de Nathalie Prud'homme qui demande le traitement par perfusion de vitamine C au Québec.

D'ailleurs, Marc Bourcier était porteur d'une pétition de plus de 52 000 signatures à l'Assemblée nationale demandant une intervention gouvernementale dans ce dossier. Ce fut la 4^e plus importante pétition déposée en deux ans.

Comment ne pas parler aussi des grands projets du CISSS des Laurentides, dont celui de l'Hôpital régional de Saint-Jérôme pour lequel il a rencontré le ministre de la Santé et des Services sociaux, Gaétan Barrette, en compagnie de ses collègues Sylvain Pagé et Claude Cousineau.

En plus de ses actions dans le domaine de l'éducation, Marc Bourcier relève celles au niveau culturel, dont son appui pour le financement et le maintien des services à Saint-Jérôme de la Société d'histoire de la Rivière-du-Nord et à Diffusion En scène.

SOUS-FINANCEMENT

Au passage, le député sortant souligne s'être impliqué à dénoncer le sous-financement des Laurentides, notamment pour les organismes communautaires.

De plus, «j'ai également rencontré les entrepreneurs de Saint-Jérôme pour m'enquérir de leurs besoins et de leur réalité économique».



Des membres du FIQ - SPSL alors qu'ils manifestaient, début juin, devant l'Hôpital de Saint-Eustache.

PROFESSIONNELLES EN SOINS

UNE ENTENTE DE PRINCIPE EST CONCLUE AVEC LE CISSS

BENOÎT BILODEAU

redaction@infoslaurentides.com

Au terme de plusieurs mois de négociations et de manifestations dans les rues de Sainte-Thérèse et Saint-Eustache, le Syndicat des professionnelles en soins, des Laurentides (SPSL), affilié à la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), a annoncé avoir conclu une entente de principe avec le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides.

L'entente en question, qui s'inscrit dans le cadre des négociations locales entourant la nouvelle convention collective, est intervenue le lundi 18 juin dernier, tard en soirée, après de longues heures de négociations, a-t-on fait savoir sur la page Facebook du Syndicat, dès le lendemain matin, à 8 h. Celle-ci régira désormais les 4 200 infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes membres du FIQ - SPSL.

Dans cette même publication, on mentionne que *«les moyens de pression en place sont maintenant terminés et que les professionnelles en soins des Laurentides recommenceront à respecter le code vestimentaire de l'employeur»*.

Rappelons que le FIQ - SPSL a tenu deux manifestations ces derniers mois pour dénoncer la lenteur des négociations et surtout s'opposer au principe de mobilité du personnel que voulait mettre de l'avant le CISSS des Laurentides.

Le CISSS avait d'ailleurs défendu ce principe de mobilité du personnel par le fait qu'il souhaitait *«dispenser les soins et répondre aux besoins de la clientèle»*. Cette mobilité, expliquait-il, devait cependant être *«limitée à des secteurs géographiques précis afin que le tout se réalise dans des limites acceptables.»*

LES MEMBRES DEVRONT SE PRONONCER

L'entente de principe sera présentée aux syndiqués lors d'une assemblée générale à être convoquée prochainement, mais d'ores et déjà, le comité de négociation se dit d'avis qu'elle sera bien reçue.

«Notre comité de négociation a travaillé sans relâche au cours des derniers mois afin de pouvoir offrir à nos membres de meilleures conditions de travail. Leur mobilisation soutenue a permis d'aller chercher des gains quant à la stabilité des équipes, à la stabilité des emplois et à la conciliation travail-famille», a déclaré, dans un communiqué de presse, la présidente du FIQ - SPSL, Julie Daignault,

«Nous avons un mandat clair sur les priorités de nos membres et nous sommes heureux de pouvoir annoncer que l'employeur favorisera désormais les postes simples et les postes à temps complet dans un centre d'activités, et ce, avec un port d'attache connu. Les dispositions établies permettront sans aucun doute de reconnaître le travail exceptionnel effectué par les professionnelles en soins des Laurentides», a ajouté, de son côté, Denis Provencher, vice-président relations de travail du FIQ - SPSL.

RÉACTIONS DU CISSS

Enfin, de son côté, le CISSS n'a pas voulu, lorsqu'invité en ce sens, commenter la conclusion de cette entente de principe puisqu'elle n'a toujours pas été entérinée par les syndiqués concernés et par le comité de direction du CISSS des Laurentides.

«Il nous fera plaisir de procéder dès que l'entente sera ratifiée. Ceci devrait avoir lieu dans les prochains jours», a fait savoir par courriel, Thaïs Dubé, agente d'information pivot pour le Service des relations médias, relations publiques et à la communauté, du CISSS des Laurentides.



Le député d'Argenteuil, Yves St-Denis, en compagnie du ministre de la Santé et des Services sociaux, Gaétan Barrette, lors de l'annonce, en avril dernier, de la construction prochaine d'un nouveau CHSLD à Lachute. Cinq jours avant la départ d'Yves St-Denis du caucus libéral. —Archives



EVELYNE BERGERON
evelyne.bergeron@eap.on.ca

À trois mois de la fin de son mandat, Yves St-Denis dresse un bilan positif pour la circonscription et ardu pour lui-même.

C'est devant les médias locaux, le mardi 19 juin, qu'il est revenu sur ses réalisations des quatre dernières années à titre de député d'Argenteuil. Il s'est d'abord présenté comme un député présent, soulignant sa participation à près de 2000 événements au cours de son mandat. Il a ensuite déclaré avoir vu son travail conjoint avec les citoyens, les organismes et les entreprises donner des résultats « concrets et inattendus » dans la région.

Parmi ces résultats, il a souligné les importants investissements gouvernementaux pour le déploiement d'Internet haute vitesse, la création d'un centre de pédiatrie sociale dans un secteur défavorisé, la construction prochaine – et irréversible selon le ministre de la Santé Gaétan Barrette – d'un nouveau CHSLD à Lachute ainsi que l'élargissement de l'autoroute 50. « Ces investissements sont majeurs et nécessaires pour le développement socioéconomique de notre région », a indiqué M. St-Denis.

Le député a aussi rappelé les nombreuses subventions octroyées dans la région pour divers projets d'infrastructures municipales, pour le réseau routier, pour des projets sociocommunautaires et d'autres. Parmi les dossiers commencés, mais non achevés, il a nommé le pont arqué à Grenville dans le cadre de la Vélo-Route d'Argenteuil qui, selon lui, devrait être construit cet été. Il a également avancé que le projet de Maison du citoyen devrait être concrétisé dans les prochaines semaines, voire les prochains mois. Cette Maison du citoyen, qui devrait avoir pignon sur rue

au centre-ville de Lachute, regrouperait divers services gouvernementaux destinés aux citoyens, tels que la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) et Emploi-Québec.

Un des projets qui n'a pas été réalisé et qui lui tient à cœur est celui d'un nouvel aréna à deux glaces sur les terrains des écoles secondaires à Lachute. Ce projet a été mis sur la glace en raison des subventions disponibles jugées insuffisantes par la MRC d'Argenteuil. « J'ai la conviction qu'il faut investir pour nos jeunes dans les infrastructures sportives », a mentionné le député. Ce complexe sportif serait, selon lui, une source de motivation scolaire pour les jeunes de la région.

« J'espère que les partis politiques s'engageront, durant la campagne électorale, à réaliser ce projet porteur pour notre région », a-t-il lancé comme appel.

Pour clore son bilan, Yves St-Denis a rappelé divers points marquants de son mandat, tels que le glissement de terrains à Lac-des-Seize-Iles au printemps 2014, le feu du Centre d'entraide d'Argenteuil l'été suivant, les inondations du printemps 2017, la tornade de l'été qui a suivi ainsi que l'enlèvement et l'assassinat de son cousin, Yvon Lacasse, l'automne dernier. À tous ces événements éprouvants, le député a ajouté les accusations d'inconduite sexuelle dont il a été l'objet au printemps dernier. « Je peux vous dire que je me suis fait payer la traite, pas à peu près. Je ne souhaiterais pas ça à mon pire ennemi », a-t-il commenté.



FRÉDÉRIC HOUNTONDJI
frederic.hountondji@eap.on.ca

La Fondation de l'Hôpital d'Argenteuil (FHA) a dépassé son objectif de 2,2 M\$ en réunissant, pour sa campagne majeure *Choisir la santé*, 2,5 M\$ en cinq ans.

Le montant a été dévoilé par Marie-Josée Condrain, directrice générale de la FHA, lors d'une soirée organisée à cet effet au Club de golf de Lachute le 14 juin.

Les fonds ont servi à réaliser notamment trois grands projets. Il s'agit du renouvellement de l'imagerie médicale par l'acquisition de deux échographes, ce qui permet d'avoir une meilleure résolution des images pour bien traiter les patients.

L'hôpital a été doté également d'un nouveau scanner qui est beaucoup plus rapide et efficace, avec moins de radiations, a décrit Gilbert Ayers, président de la Fondation. « La liste d'attente est passée de six mois à zéro jour », a-t-il fait observer. L'équipement a été complété par l'achat d'un appareil de radiofluoroscopie, pour des examens plus poussés de l'œsophage.

AUTRES RÉALISATIONS

Beaucoup d'autres réalisations se sont greffées aux trois acquisitions qui étaient au cœur de la campagne lancée en 2013. On évoque, entre autres, l'achat d'un logiciel de lecture à distance pour les radiologues de l'hôpital qui peuvent désormais lire les examens de partout au Québec. « La disponibilité du rapport pour le médecin traitant est passée de 190 jours à 0 jour », a mentionné M. Ayers.

Élise De Sève, coordonnatrice à la gestion des dons et des activités pour la Fondation, a, pour sa part, fait valoir la création de la clinique AgirSanté, consacrée à la gestion des maladies chroniques. « En trois ans et demi, on a eu 549 usagers qui ont été pris en charge par un à quatre professionnels, selon leurs besoins », a-t-elle précisé.

Elle a énuméré l'achat de lits électriques au CHSLD, d'une civière bariatrique, de fauteuils au département d'héματο-oncologie, d'appareils à pression pour éviter la contamination entre les patients, d'appareils respiratoires, d'organisation de camps de jour pour les jeunes ayant des problèmes de santé mentale et beaucoup d'autres réalisations.



*Le Nouveau Lachute Ford nous a une fois de plus démontré qu'il s'implique dans sa communauté lors du **super lave-auto** qui a permis d'amasser plus de 1150\$ qui sera remis à la Fondation de l'Hôpital de Lachute. Un remerciement tout spécial à Location Madden pour les bons prix à la location de pulvérisateurs, à Mme Élise DeSève de la Fondation de l'Hôpital de Lachute, à M Greg du restaurant Ararat, aux employés du Nouveau Ford Lachute, à M & Mme Turpin ainsi qu'à M Gilet directeur général du Nouveau Lachute Ford qui sans eux le tout n'aurait pas été possible. L'équipe du Journal Le Régional est fière d'avoir aidé à promouvoir ce bel événement.*



Retraités CISSS

Les retraités du CISSS des Laurentides à Lachute sont invités à un déjeuner rencontre le mercredi 20 juin, à 9h30, au restaurant Olive (481, rue Principale, Lachute). Belle occasion de se retrouver en toute amitié. Info: Carmen (450 562-4452)

Nord info, 23 juin 2018, p. 7

L'Éveil, 23 juin 2018, p. 8

SOUS LE THÈME
«FÉERIES HIVERNALES»

LA FONDATION ANDRÉ-BOUDREAU LANCE SA 10^E CAMPAGNE DE FINANCEMENT



La présidente de la fondation, Nadia Dahman, en compagnie de Maurice Charbonneau, Martin Alary, Véronique Savard, Suzie Prénovost, Gabriel Lagrange, Valérie Lagrange, Pauline Cyr, Robert Ducharme, Éric Jutras, Sylvie Grant et Héroïse Lamontagne.

C'est dans le cadre de l'événement média du 12 juin dernier que la présidente de la Fondation, Nadia Dahman, a officiellement lancé la 10^e campagne majeure de financement qui portera les couleurs des «Féeries hivernales». Mme Dahman a aussi profité du moment pour annoncer les deux coprésidents d'honneur de cette campagne: Valérie Lagrange et son fils Gabriel Lagrange de la firme Sicola de Mirabel.

GALA LE 9 NOVEMBRE

Comme chaque année depuis 7 ans, la Fondation André-Boudreau recevra plus de 300 convives de la région des Laurentides, dans le cadre de son Gala «Bâtir l'avenir, créer l'espoir» qui se tiendra à l'École des Studios à Saint-Jérôme le vendredi 9 novembre. Fidèle à ses habitudes, le comité organisateur tient à faire de cette soirée un événement haut en couleur qui mettra en valeur la mission de la Fondation tout en permettant aux invités de vivre une soirée mémorable. *«Dans la région, c'est plus de 400 jeunes par année qui bénéficient directement des services d'aide en dépendance, de tout genre. Nous faisons une réelle différence sur le terrain. Et dans le contexte de légalisation du cannabis et de grande utilisation des plateformes numériques chez nos jeunes, nous sommes préoccupés par l'urgence de mettre en place du soutien»,* a précisé la présidente de la Fondation, Nadia Dahman. *«Nous savons que la Fondation André-Boudreau est plus nécessaire que jamais»,* a-t-elle ajouté.

La Fondation est très heureuse de compter sur des présidents de campagne engagés dans la région, et qui ont envie de mettre leur temps, leurs contacts ou leurs ressources à faire la différence chez nos jeunes. *«Nous nous estimons très choyés de voir des entreprises comme Sicola, bien ancrées dans leur milieu, dans leur région, avoir envie de s'impliquer à nos côtés. À travers eux, c'est toute la communauté d'affaires que nous souhaitons mobiliser»* a souligné le directeur général de la Fondation, Éric Jutras, aussi conseiller municipal à Sainte-Sophie.



Photo Nicolas T. Parent

Les dignitaires invités ont procédé à la coupure officielle du ruban lors de l'ouverture du Centre de dialyse et du Centre de cancérologie Alain Germain.

FONDATION HÔPITAL
SAINT-EUSTACHE

LES CENTRES DE DIALYSE ET DE CANCÉROLOGIE SONT OUVERTS

La Fondation Hôpital Saint-Eustache, en coalition avec Gestion Immobilière FHSE, a procédé à l'ouverture officielle du Centre de dialyse et du Centre de cancérologie Alain Germain, de Saint-Eustache, le 4 juin.

«La Fondation Hôpital Saint-Eustache et ses généreux donateurs célèbrent aujourd'hui l'aboutissement de plus de dix années de rêve et d'efforts», de dire M. Mario Daigle, président de Gestion Immobilière FHSE.

«Nous tenons également à remercier plus particulièrement la succession de M. Alain Germain qui a remis un don de 3 millions de dollars dans le cadre du programme de dons planifiés de la Fondation. Sans cette généreuse contribution, la construction de ce projet aurait été probablement retardée de quelques années», d'ajouter M. Jacques Pelletier, président de la Fondation.

«Au Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides, nous avons à cœur d'offrir des services de qualité le plus près possible de la population. Il va sans dire que les personnes qui doivent subir des traitements contre le cancer ou encore des traitements de dialyse apprécient pouvoir le faire sans avoir à se déplacer vers Montréal, en évitant la congestion routière, le stress et la fatigue. C'est pour quoi je tiens à remercier chaleureusement la Fondation Hôpital Saint-Eustache qui a travaillé sans ménagement avec nous afin mettre sur pied ces services dont la population peut bénéficier aujourd'hui» a souligné le président-directeur général du CISSS des Laurentides, M. Jean-François Foisy.

À PROPOS DES CENTRES

Le Centre externe de dialyse de Saint-

Eustache a ouvert ses portes en janvier 2016, permettant ainsi à la clientèle de la région et qui est desservie par l'Hôpital de Saint-Eustache de recevoir leurs traitements à proximité de leur résidence. Vingt stations de traitements à la fine pointe de la technologie ont été installées dans ce nouveau centre. Elles permettent aux patients de recevoir leurs traitements de dialyse sans avoir à se rendre à Saint-Jérôme ou à Laval; au total, ce sont 96 personnes qui ont été rapatriées à Saint-Eustache.

Le Centre de cancérologie Alain Germain de Saint-Eustache a quant à lui ouvert en mai 2017. Ce dernier permet aux patients qui étaient traités auparavant à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal de recevoir également leurs traitements à proximité de leur résidence. Depuis son ouverture, c'est plus de 1 300

visites médicales et quelque 250 traitements contre le cancer qui ont déjà été reçus au Centre de cancérologie.

En 2014, le Conseil d'administration de la Fondation Hôpital Saint-Eustache, par l'entremise de Gestion Immobilière FHSE, a décidé de construire sur un terrain adjacent à l'Hôpital de Saint-Eustache un nouvel édifice dont le but était d'offrir à la population des Basses-Laurentides des services qui n'étaient pas encore disponibles à proximité de leur résidence. Ce projet qui représente un engagement de près de 5 millions de dollars de la part de la Fondation Hôpital Saint-Eustache, est maintenant réalité et accueille actuellement les Centres de dialyse et de cancérologie.

COMITÉ DES USAGERS DU LAC-DES-DEUX-MONTAGNES

Lancement de capsules vidéo qui présentent les 12 droits du réseau de la santé et des services sociaux, en présence du bédéiste bien connu Tristan Demers, le jeudi 21 juin, à 17 h, dans la salle du sous-sol du Manoir St-Eustache, 55, rue Chénier. Le lancement sera suivi de l'assemblée générale du comité et un goûter sera servi. Confirmez votre présence au 450 472-0013, poste 46351 ou à noel-la.jean.lddm@ssss.gouv.qc.ca.

Monjournal.ca

Pénurie et rétention de personnel au coeur des négociations en santé et services sociaux

<http://www.monjournal.ca/penurie-et-retention-de-personnel-au-coeur-des-negociations-en-sante-et-services-sociaux/>

CIME, site Internet

De précieux conseils à mettre en pratique à la veille d'une canicule

<http://www.cime.fm/nouvelles/art-de-vivre/123981/de-precieux-conseils-a-mettre-en-pratique-a-la-veille-dune-canicule>

Hélicoptères ambulances : un projet-pilote pour les hôpitaux de Mont-Laurier, Rivière-Rouge et Sainte-Agathe

<http://www.cime.fm/nouvelles/politique/122950/helicopteres-ambulances-un-projet-pilote-pour-les-hopitaux-de-mont-laurier-riviere-rouge-et-sainte-agathe>

« Votre mère ne sera plus jamais seule » : du Wi-Fi dans les CHSLD des Laurentides et des Pays-d'en-Haut

<http://www.cime.fm/nouvelles/politique/122663/votre-mere-ne-sera-plus-jamais-seule-du-wi-fi-dans-les-chsld-des-laurentides-et-des-pays-den-haut>

Accord de principe entre le CISSS des Laurentides et ses infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes

<http://www.cime.fm/nouvelles/sante/122514/accord-de-principe-entre-le-cisss-des-laurentides-et-ses-infirmieres-infirmieres-auxiliaires-et-inhalotherapieutes>

Le registre des « dernières volontés » a 2 ans: un outil toujours peu utilisé et peu connu

<http://www.cime.fm/nouvelles/sante/122171/le-registre-des-dernieres-volontes-a-2-ans-un-outil-toujours-peu-utilise-et-peu-connu>

Entente de principe entre le syndicat des professionnelles en soins des
Laurentides et le CISSS des Laurentides

http://www.cflo.ca/sites/default/files/nouvelles_audio/entente_-_entente_6.mp3

28e Tournoi de golf de la FCHML: un montant de 32 900 \$ et plus de 120
golfeurs

http://www.cflo.ca/sites/default/files/nouvelles_audio/golf_-_golf_7.mp3